



LA PUISSANCE COLLECTIVE DU PERSONNEL

*Faire front pour la justice de genre face à
la montée des mouvements anti-droits*

RÉSUMÉ



OXFAM

Abrégé

Trente ans après les engagements pris dans le cadre de la Déclaration de Beijing et de son programme d'action, cette note d'information met en évidence les promesses non tenues des États, qui ont renoncé à leurs ambitions. Un échec qui est dû non seulement à un manque de volonté politique, mais aussi aux injustices inscrites dans l'ADN de notre système économique. Dans le monde entier, des acteurs menant une politique de droite, conservateurs et/ou religieux instrumentalisent des crises chroniques pour amener le pouvoir étatique à réhabiliter des systèmes motivés par le profit fondamentalement racistes et sexistes, favorisant une poignée d'hommes riches et privilégiés et pénalisant les femmes et les personnes LGBTQIA+, au nom de valeurs familiales prétendument traditionnelles. En raison de cette ingérence, les gouvernements sont moins à même de protéger, respecter, promouvoir et garantir l'autonomie corporelle et la justice, la santé et les droits sexuels et reproductifs. Pendant que les leaders du monde entier se préparent à revoir leurs engagements au titre du Programme d'action de Beijing, la montée en puissance et la normalisation des mouvements anti-droits risquent d'éroder le résultat des efforts des mouvements et des activistes féministes et LGBTQIA+, produisant ainsi une rupture du contrat social entre l'État et les citoyen·nes.

© Oxfam International, mars 2025

Cette note d'information a été rédigée par Lata Narayanaswamy et Amina Hersi.

Commanditaire : Amina Hersi

Oxfam remercie Akshay Tarfe, Alessandra Croppi, Alex Maitland, Amelie Eckersley, Amita Pitre, Anjela Taneja, Anthony Kamande, Chaipasird Phunphouvanna, Cha-ma Mwandalesa, Charity Namara, Colleen Dockerty, Dana Abed, Dilu Gashaw, Em-ma Kuria, Felister Gitonga, Heidi Monk, Jacqueline Awiti, Jeanette Kindipan-Dulan, Julia Manresa, Leah Mugehera, Leena Patel, Marie Ayele, Mark Vincent Arana, Mi-chael Borum, Michelle DoCampo, Myrah Nerine, Myrthe Bovendeaard, Nashe-li Noriega, Natacha Anne Kim, Paul Vingi, Ragdha Daboub, Rahel Bekele, Rebec-ca Boyce, Rebecca Shadwick, Regis Mtutu et Sahar Yassin pour leur assistance dans sa réalisation.

Oxfam remercie également Ipas LAC, qui nous a fait profiter de son expertise pendant l'élaboration de ce rapport, pour son aide généreuse.

Conception graphique : Andreas Larsen avec l'aide d'Emma Kuria et Ayesha Arif.

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une autorisation des auteur·es est requise et des frais d'utilisation peuvent s'appliquer. Rendez-vous sur <https://policy-practice.oxfam.org/fr/droits-dauteur-et-autorisations/>.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la publication.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous le DOI : 10.21201/2025.000057

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Traduit de l'anglais par Morgane Menichini et Barbara Scottu.

Illustrations : Ayan Agarwal / © Oxfam International 2025.

Listes d'acronymes

EVRAS – Éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle

LGBT – Personnes lesbiennes, gays, bissexuelles et transgenres

LGBTQIA+ – Personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, transgenres, queer, intersexes et asexuelles et autres

Résumé

Représentant les efforts cumulés des mouvements féministes et des coalitions de défense des droits des femmes du monde entier, la Déclaration et le Programme d'action de Beijing affirment que les droits des femmes sont des droits humains et recommandent l'investissement dans le renforcement des capacités des institutions nationales, sous-régionales, régionales et internationales afin de parvenir à l'égalité entre les genres¹. Tous les pays ont convenu que « cela exige que des mesures soient prises d'urgence dans un esprit de détermination, d'espoir, de coopération et de solidarité » et que ces mesures doivent assurer le « droit de toutes les femmes à la maîtrise de tous les aspects de leur santé, en particulier leur fécondité »².

Trente ans après les engagements pris dans le cadre de la Déclaration de Beijing et de son Programme d'action, cette note d'information met en évidence les promesses non tenues des États, qui ont renoncé à leurs ambitions. Un échec qui est dû non seulement à un manque de volonté politique, mais aussi à l'injustice inscrite dans l'ADN de notre système économique³. Des acteurs étatiques et religieux des pays du Nord instrumentalisent l'échec du contrat social pour amener le pouvoir étatique à réhabiliter un système dominant motivé par le profit et fondamentalement raciste et sexiste, favorisant une poignée d'hommes riches et privilégiés et pénalisant les femmes et les personnes LGBTQIA+, au nom de valeurs familiales prétendument traditionnelles⁴. La valorisation de structures familiales hétéronormatives⁵, dont on prétend souvent qu'elles sont là pour protéger les « femmes »⁶, risque tout simplement de renforcer les rôles de genre patriarcaux et la distribution genrée du travail de soin, en grande partie pris en charge par les femmes, dévalorisé et peu ou pas rémunéré⁷.

Alors que les leaders du monde entier se préparent à revoir leurs engagements au titre du Programme d'action de Beijing, elles et ils doivent s'opposer à la normalisation des mouvements anti-droits et à leur appropriation des travaux sur les droits humains, car cela risque d'éroder le résultat des efforts des mouvements et des activistes féministes et LGBTQIA+, produisant ainsi une rupture du contrat social entre l'État et les citoyen·nes.

DANS 51 % DES PAYS

AYANT RÉALISÉ DES COUPES BUDGÉTAIRES DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION SOCIALE, L'AIDE ACCORDÉE AUX MÈRES QUI VIENNENT D'ACCOUCHER EST DÉRISOIRE, VOIRE INEXISTANTE



Si nous voulons que notre monde devienne plus juste et égalitaire du point de vue du genre, nous devons dénoncer les failles du système qui produit les inégalités, et en venir à bout. Le budget investi dans l'aide humanitaire décline⁸ et les inégalités économiques se creusent considérablement. La fortune des milliardaires a augmenté trois fois plus vite en 2024 qu'en 2023. Ces tendances sont le résultat d'un système extractif plus large qui « permet aux 1 % d'ultra-riches basés dans les pays du Nord de siphonner la richesse des pays du Sud »⁹. Elles entraînent une hausse rapide du niveau de la dette¹⁰ à laquelle on répond dans la quasi-totalité des cas par des mesures d'austérité économique¹¹ dont les conséquences sur l'autonomie corporelle et la justice, la santé et les droits sexuels et reproductifs sont désastreuses. Dans plus de la moitié des pays (51 %) ayant réalisé des coupes budgétaires dans le domaine de la protection sociale ou dont le budget destiné à la protection sociale est restreint (moins de 15 % des dépenses publiques totales), l'aide accordée aux mères qui viennent d'accoucher est dérisoire, voire inexistante¹². L'amenuisement des budgets d'aide et l'aggravation des inégalités mettent également à mal notre capacité collective à demander des comptes aux États en matière d'autonomie corporelle et de justice, de santé et de droits sexuels et reproductifs, alors que les mouvements anti-droits voient leurs ressources se multiplier. Selon le Global Philanthropy Project, en 2021/2022, trois organisations anti-LGBTI ont reçu plus de financements que les organisations LGBTI du monde entier (plus de 8 000)¹³.

Les mesures que les gouvernements prennent depuis longtemps dans des domaines tels que la mortalité maternelle, les violences basées sur le genre, l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (EVRAS), l'accès à l'information et aux soins liés à l'avortement et à la

contraception ou encore les droits LGBTQIA+ prouvent qu'agir en faveur de l'autonomie corporelle et de la justice, de la santé et des droits sexuels et reproductifs est possible¹⁴. Mais les progrès sont encore trop lents. Une femme sur trois (soit 1,3 milliard de femmes) vit dans un pays qui n'interdit pas le licenciement des travailleuses enceintes¹⁵. Le travail de soin est réparti de manière inégale entre les femmes, selon leur race et leur classe sociale. La charge de travail de soin des femmes les plus riches retombe en grande partie sur les femmes racisées pauvres. Ces formes de travail non rémunérées constituent un transfert de richesses colossal des personnes les plus pauvres vers les personnes les plus riches¹⁶.



Cependant, l'heure n'est pas au désarroi. Nous pouvons nous inspirer de l'action collective des féministes à Beijing. Les États doivent forger un nouveau contrat social qui encourage à rendre des comptes aux femmes et aux personnes trans et non binaires, qui veille au respect des droits fondamentaux que chaque personne a sur son propre corps, et qui accorde une importance particulière au travail de soin et à la redistribution des ressources et du pouvoir, par le biais de politiques justes et intégrant le genre de manière transformatrice. Seul un tel contrat social pourra garantir la défense de l'autonomie corporelle et de la justice, de la santé et des droits sexuels et reproductifs.

Avec cette note d'information, nous recommandons les mesures suivantes aux États :

Défendre et promouvoir les droits humains fondamentaux que sont l'autonomie corporelle et la justice, la santé et les droits sexuels et reproductifs

Les femmes, les filles et les personnes d'orientations sexuelles, d'identités de genre, d'expressions de genre et de caractéristiques sexuelles diverses doivent jouir d'une autonomie corporelle et d'une liberté complètes, ce qui devrait contribuer à leur bonne santé et à l'accès à l'éducation et à leur donner les outils nécessaires pour participer à tous les aspects de la vie économique. Les États doivent assurer l'accès universel à tout service de santé sexuelle et reproductive nécessaire, y compris l'avortement dans de bonnes conditions et les soins post-avortement, notamment dans le cadre d'urgences humanitaires. Ils doivent également abroger les lois qui criminalisent ou discriminent les relations sexuelles consenties entre adultes, combattre les normes de genre et sociales discriminatoires et délétères et défendre les droits humains universels qui soutiennent et protègent les personnes d'orientations sexuelles, d'identités de genre, d'expressions de genre et de caractéristiques sexuelles diverses.

Consolider le contrat social féministe et mettre fin à l'austérité

L'austérité est un choix politique qui n'est ni nécessaire ni incontournable. Les États doivent refuser l'austérité, qui les affaiblit sur les plans économique, politique et social, en démantelant le contrat social dont nous dépendons. Pour y parvenir, il est nécessaire de taxer les plus riches, d'annuler les dettes intenable des pays à revenu faible et intermédiaire afin de dégager des ressources financières à investir dans d'autres priorités, et enfin d'investir dans la protection sociale et les services publics universels, en parallèle à d'autres politiques transformatives du point de vue du genre¹⁷.

Reconnaître au travail de soin le statut de droit et de bien public

Le système économique mondial repose depuis bien longtemps sur le travail dévalorisé et non rémunéré des femmes, en particulier celles des pays du Sud. Ce modèle renforce les inégalités entre les genres et raciales. Les États doivent reconnaître au travail de soin le statut de bien public, de droit humain et de pilier de la justice, de la santé et des droits sexuels et reproductifs. Cela n'est possible que si nous opérons un glissement vers une économie du soin assurant des conditions de travail dignes à toute personne, et si les États décident d'investir davantage dans les infrastructures et services publics universels et transformateurs du point de vue du genre, la protection sociale et les systèmes de santé publics accessibles à tou-te-s.

Offrir un soutien moral et matériel aux organisations et mouvements féministes et queer

Les organisations et mouvements féministes et queer ont prouvé maintes fois qu'ils étaient les mieux placés pour demander des comptes aux États qui rompent le contrat social en manquant à leur responsabilité de respecter, de protéger et de défendre l'autonomie corporelle et la justice, la santé et les droits sexuels et reproductifs. Dans cette optique, le financement des organisations et mouvements féministes et queer, notamment par le biais de l'aide publique au développement, doit être l'une des priorités des États. Ces derniers doivent promouvoir la participation et le leadership équitables et constructifs des femmes et des personnes trans et non binaires dans le cadre des forums de prise de décision, et protéger et renforcer l'espace public et civique pour en faciliter l'accès, notamment pour permettre aux personnes et groupes engagé-es dans la protection et la promotion de la justice, de la santé et des droits sexuels et reproductifs de réaliser leur travail dans un environnement propice au progrès.

Il est temps de s'unir aux mouvements féministes et queer qui s'opposent aux projets anti-droits qui s'attaquent à l'autonomie corporelle, à la justice de genre et à la justice, à la santé et aux droits sexuels et reproductifs.

Notes

¹ ONU Femmes (1995), Déclaration et Programme d'action de Beijing. Déclaration politique et textes issus de Beijing+5. Dernière visite le 25 février 2025. https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/CSW/BPA_F_Final_WEB.pdf

² Ibid.

³ D. Perrons (2017), Gender and Inequality: Austerity and Alternatives. *Intereconomics* 52, 28–33. Dernière visite le 25 février 2025. <https://link.springer.com/article/10.1007/s10272-017-0639-x>

⁴ H. McEwen et L. Narayanaswamy (2023), *The International Anti-Gender Movement Understanding the Rise of Anti-Gender Discourses in the Context of Development, Human Rights and Social Protection*. Genève : UNRISD. Dernière visite le 25 février 2025. <https://cdn.unrisd.org/assets/library/papers/pdf-files/2023/wp-2023-4-anti-gender-movement.pdf>

⁵ L'adjectif « hétéronormatif » s'applique aux pratiques culturelles et sociales partant de l'idée selon laquelle l'hétérosexualité est la seule orientation sexuelle légitime. L'hétéronormativité présente l'hétérosexualité comme l'unique forme d'accession à la normalité et comme une source de gratification sociale. H. Wishart (2023), *Inclusive Language Guide*. Oxford : Oxfam GB pour Oxfam International. Dernière visite le 25 février 2025. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/inclusive-language-guide-621487/>

⁶ E. Miolene (30 janvier 2025), *Scoop: US government issues guidelines on 'defending women'*. *Devex News*. Dernière visite le 25 février 2025. <https://www.devex.com/news/scoop-us-government-issues-guidelines-on-defending-women-109227>; comme l'indique B. Holzberg : « Ce qui rend la misogynie de cette idéologie si insidieuse, c'est qu'elle prétend sauver les femmes, plutôt que les mettre en danger. Le problème, ce n'est pas que les femmes sont perfides par nature, mais qu'elles ont été influencées et trompées par les féministes, détournées de leur destin de bonnes épouses et de bonnes mères de famille au profit d'un mode de vie non reproductif, voire, pire encore, queer, plus proche des communautés trans qui menacent le modèle hétéronormatif de la famille. Ce mythe du bienfaiteur s'applique uniquement aux femmes blanches, qu'on présente comme ayant besoin d'être défendues contre les forces délétères qui osent critiquer le système sexe/genre essentialisé de la blancheur hétéronormative. » Dans B. Holzberg (2024), *The Great Replacement Ideology as Anti-Gender Politics: Affect, White Terror, and Reproductive Racism in Germany and Beyond*. Dans A. Holvikivi, B. Holzberg et T. Ojeda (éd.), *Transnational Anti-Gender Politics Feminist Solidarity in Times of Global Attacks*. Londres : Palgrave Macmillan, 183-202. En réalité, ces approches ont l'effet inverse. Voir ILGA World (23 janvier 2025).

⁷ A. Taneja, A. Kamande, C. Guharay Gomez, D. Abed, M. Lawson et N. Mukhia (2025), *L'art de prendre sans entreprendre. L'injustice de la pauvreté face aux richesses imméritées issues du colonialisme*. Oxford : Oxfam International. Dernière visite le 25 février 2025. <https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/2025-01/French%20-%20Davos%20Full%20Report%202025.pdf>

⁸ M. Sheldrick (25 février 2025), *Foreign Aid Is Shrinking—What Happens Next?* *Forbes*. Dernière visite le 26 février 2025. <https://www.forbes.com/sites/globalcitizen/2025/02/25/foreign-aid-is-shrinking-what-happens-next/>

⁹ A. Taneja, A. Kamande, C. Guharay Gomez, D. Abed, M. Lawson et N. Mukhia (2025), *L'art de prendre sans entreprendre. L'injustice de la pauvreté face aux richesses imméritées issues du colonialisme*. Oxford : Oxfam International. Dernière visite le 25 février 2025. <https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/2025-01/French%20-%20Davos%20Full%20Report%202025.pdf>

¹⁰ D. Abed et F. Kelleher (2022), *L'austérité : aussi une question de genre. Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre*. Oxford : Oxfam International. Dernière visite le 25 février 2025. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/10546/621448/11/bp-assault-of-austerity-prevailing-economic-choices-are-gender-based-violence-221122-fr.pdf>

¹¹ I. Ortiz et M. Cummins (2022), *End Austerity: A Global Report on Budget Cuts and Harmful Social Reforms in 2022-25*. Dernière visite le 25 février 2025. https://assets.nationbuilder.com/eurodad/pages/3039/attachments/original/1664184662/Austerity_Ortiz_Cummins_FINAL_26-09.pdf

¹² Voir *Personal to Powerful: Methodology Note*, statistique n° 2

¹³ Global Philanthropy Project (2024), *Rapport 2021-2022 sur les ressources mondiales : Global Resources Report: Aides gouvernementales et philanthropiques aux communautés lesbiennes, gays, bisexuelles, trans et intersexes*. Dernière visite le 25 février 2025. <https://globalresourcesreport.org/>

¹⁴ FNUAP (2024), *Target 5.6: Legal Commitments for Sexual and Reproductive Health and Reproductive Rights for All*. Dernière visite le 25 février 2025. https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/SDG%205.6.2%20data%20report_15.pdf

¹⁵ Voir *Personal to Powerful: Methodology Note*, statistique n° 1.

¹⁶ A. Taneja, A. Kamande, C. Guharay Gomez, D. Abed, M. Lawson et N. Mukhia (2025), *L'art de prendre sans entreprendre. L'injustice de la pauvreté face aux richesses imméritées issues du colonialisme*. Oxford : Oxfam International. Dernière visite le 25 février 2025. <https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/2025-01/French%20-%20Davos%20Full%20Report%202025.pdf>

¹⁷ J. Ghosh (2024), Financing social protection requires changing the global financial architecture. *Global Social Policy*. Dernière visite le 25 février 2025. <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/14680181241290164>

À propos d'Oxfam

Oxfam est un mouvement citoyen mondial, réunissant des personnes déterminées à combattre les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et aux injustices. Nous travaillons dans plus de 70 pays de différentes régions avec un réseau de milliers de partenaires et d'alliés, pour aider les communautés au quotidien, renforcer leur résilience et protéger les vies et les moyens de subsistance en temps de crise. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)

Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)

Oxfam Aotearoa (www.oxfam.org.nz)

Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)

Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam Colombie (www.oxfamcolombia.org)

Oxfam Danemark (www.oxfam.dk)

Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)

Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)

Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)

Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Oxfam KEDV (www.kedv.org.tr)

Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)

Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)